2004 Retraité	Q1	Q2	Q3	Q4	Total
Autres	– 47	– 29	– 19	8	– 87
Total	104	211	270	393	978

2003 Retraité (non revu)	Q1	Q2	Q3	Q4	Total
Chiffre d'affaires :					
Communications fixes	1 234	1 314	1 258	1 558	5 364
Communications mobiles	658	728	697	846	2 929
Communications privées	817	868	839	1 103	3 627
Autres	3	4	4	5	16
Eliminations	– 96	– 85	– 80	– 69	– 330
Total	2 616	2 829	2 718	3 443	11 606
Résultat opérationnel :					
Communications fixes	– 59	8	63	143	155
Communications mobiles	40	44	107	124	315
Communications privées	– 34	21	41	95	123
Autres	– 50	– 26	– 40	– 28	– 144
Total	– 103	47	171	334	449

c) Résultat par action. — Le résultat par action est déterminé selon la méthode décrite en note 9. Les tableaux ci-dessous indiquent le rapprochement entre les résultats nets par action et les résultats nets par action dilués pour Q4 2004 et Q4 2003.

Q4 2004	Action ordinaire		
	Résultat net (En millions d'euros)	Nombre d'actions	Résultat par action
Résultat net par action	40	1 350 765 467	0,03 €
Options		13 579 097	
Obligations convertibles et échangeables en actions			
Résultat net par action dilué.	40	1 364 344 564	0,03 €

— Actions ordinaires : Les actions et équivalents actions détenus par des sociétés consolidées s'élevaient respectivement à 60 624 711 et zéro ;

— Actions potentielles : Le nombre d'options de souscription ou d'achat non exercées au 31 décembre 2004 s'élève à 150 715 229 actions. Seuls 13 579 097 équivalents actions ont été prises en compte dans le résultat dilué par action, le solde ayant un effet relutif. Par ailleurs, il n'a pas été tenu compte, dans le calcul du résultat net dilué par action, des obligations émises le 12 juin 2003 et convertibles ou échangeables en 63 192 027 actions nouvelles ou existantes (OCEANE) du fait de leur effet relutif.

Q4 2003	Action ordinaire		
	Résultat net (En millions d'euros)	Nombre d'actions	Résultat par action
Résultat net par action	– 524	1 342 366 503	– 0,39 €
Options			
Obligations convertibles et échangeables en actions			
Résultat net par action dilué.	– 524	1 342 366 503	– 0,39 €

— Actions ordinaires : Les actions et équivalents actions détenus par des sociétés consolidées s'élevaient respectivement à 62 789 755 et zéro.

Il n'a pas été tenu compte des actions potentielles dans le calcul du résultat net dilué par action du fait de leur effet relutif. De même, il n'a pas été tenu compte des OCEANE dans le calcul du résultat net dilué par action du fait de leur effet relutif.

85169

ALTEDIA

Société anonyme au capital de 2 996 802 €.
Siège social : 5, rue de Milan, 75009 Paris.
411 787 567 R.C.S. Paris.

Documents comptables annuels.

A. — Comptes consolidés.

I. — **Bilan consolidé au 31 décembre 2004.**
(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31/12/04			31/12/03 Net
		Brut	Amortissements provisions	Net	
Ecarts d'acquisition	3.1	35 170	10 935	24 235	27 085
Immobilisations incorporelles	3.2	2 197	1 127	1 070	1 277
Immobilisations corporelles	3.2	8 045	4 488	3 556	4 069
Immobilisations financières	3.2	1 169		1 169	1 091
Actif immobilisé		46 579	16 550	30 029	33 522
Stocks et encours		83	7	76	62
Clients	3.3	22 972	1 202	21 770	23 760
Etat - Impôt différé	3.5	296		296	113
Autres créances et comptes de régularisation	3.3	4 368	176	4 192	4 558
Valeurs mobilières	3.4	8 975	29	8 946	4 291
Disponibilités		2 684		2 684	2 176
Actif circulant		39 378	1 414	37 964	34 959
Total de l'actif		85 957	17 964	67 993	68 481

Passif	Notes	31/12/04	31/12/03
Capitaux propres (part du groupe) :			
Capital social		2 997	2 954
Prime d'émission		18 451	17 390
Réserves consolidées		14 609	13 362
Résultat groupe		3 438	2 567
Autres		– 109	– 10
Total	3.6	39 386	36 263
Intérêts minoritaires :			
Réserves hors groupe		867	553
Résultat hors groupe		150	301
Total	3.6	1 017	854
Provisions pour risques et charges :			
Provisions pour risques		592	1 038
Provisions pour charges		460	286
Provisions pour impôts différés		55	231
Total	3.7	1 106	1 555
Dettes :			
Emprunts et dettes financières	3.8	940	1 342
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3.8	6 353	10 406
Autres dettes et comptes de régularisation	3.8	19 191	18 061
Total		26 484	29 809
Total du passif		67 993	68 481

II. — **Compte de résultat consolidé.**
(En milliers d'euros.)

	Notes	31/12/04	31/12/03
Chiffre d'affaires	4.1	74 298	80 503
Autres produits		1 687	1 324
Produits d'exploitation		75 985	81 827

	Notes	31/12/04	31/12/03
Achats consommés		24 749	27 614
Impôts, taxes et versements assimilés		1 413	1 636
Charges de personnel	4.3	36 947	40 082
Dotations aux amortissements	3.2.2	1 303	1 450
Dotations aux provisions	3.7	878	1 091
Autres charges		511	267
Charges d'exploitation		65 802	72 141
Résultat d'exploitation		10 182	9 686
Résultat financier	4.4	– 65	– 73
Résultat courant des entreprises intégrées		10 117	9 612
Résultat exceptionnel	4.5	– 125	470
Résultat net des entreprises cédées	1.3		
Impôts courants		3 953	3 222
Impôts différés		– 359	536
Impôt sur les bénéfices	4.7	3 594	3 758
Résultat net des entreprises intégrées		6 398	6 324
Dont :			
Groupe		6 223	6 023
Minoritaires		175	301
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	3.1	2 811	3 456
Résultat net de l'ensemble consolidé		3 587	2 868
Intérêts minoritaires		150	301
Résultat net part du groupe		3 438	2 567
Nombre moyen d'actions	4.7	5 940 764	5 876 200
Résultat par action (en euros) :			
Avant amortissement des écarts d'acquisition	4.7	1,05	1,03
Après amortissement des écarts d'acquisition	4.7	0,58	0,44
Résultat dilué par action (en euros) :			
Avant amortissement des écarts d'acquisition		1,04	1,03
Après amortissement des écarts d'acquisition		0,58	0,44

III. — **Tableau des flux de trésorerie.**
(En milliers d'euros.)

	31/12/04	31/12/03
Résultat net	3 587	2 868
Dotation nette aux amortissements	4 114	4 907
Dotation nette pour dépréciation de l'actif immobilisé	94	180
Dotation nette pour dépréciation des immobilisations financières		– 100
Transfert de charges d'exploitation (charges différées)	– 19	
Résultats des filiales antérieurs aux acquisitions		– 14
Variation des impôts différés	– 359	531
Résultat sur cession d'actifs	178	– 971
Capacité d'autofinancement	7 595	7 401
Variation du besoin en fonds de roulement (hors variation de dettes sur acquisitions).	2 521	2 862
Flux de trésorerie lié à l'exploitation	10 116	10 263
Investissements	– 974	– 1 341
Incorporels	180	
Corporels	794	
Cessions d'immobilisations	62	1 090
Incorporelles		
Corporelles	62	
Investissement participations consolidées, rémunéré en numéraire	– 2 328	– 3 478
Frais d'acquisitions d'immobilisations portés en charges à répartir	– 75	– 2
Désinvestissement/Investissement financier net	– 60	62
Trésorerie des sociétés déconsolidées	39	
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement	– 3 338	– 3 669
Emission d'emprunts et nouvelles dettes financières	151	373
Remboursement d'emprunts et de dettes financières	– 375	– 3 325
Variation des capitaux propres (variation des minoritaires)	74	
Augmentation de capital en numéraire		
Annulations des actions propres	– 109	– 10
Dividendes versés par la société-mère	– 1 299	– 1 169
Dividendes versés aux minoritaires des filiales consolidées	– 46	– 87
Autres variations des capitaux propres		
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement	– 1 603	– 4 218
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie	– 11	– 261
Variation nette de la trésorerie	5 165	2 116
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	6 439	4 323
Trésorerie à la clôture de l'exercice	11 603	6 439

IV. — **Fonds de roulement**
(En milliers d'euros.)

	31/12/04	31/12/03	Variation
Capitaux propres	40 403	37 116	3 286
Dettes à long et moyen terme	902	1 126	– 223
Immobilisations	– 30 029	– 33 521	3 492
Charges à répartir	– 93	– 11	– 82
Impôts différés pris en compte dans la CAF	– 242	117	– 359
Fonds de roulement	10 941	4 827	6 115

V. — **Besoin en fonds de roulement.**
(En milliers d'euros.)

	31/12/04	31/12/03	Variation
Stocks et encours nets	76	62	14
Comptes clients nets	20 918	23 581	– 2 664
Comptes fournisseurs nets	– 5 272	– 5 860	588
Dettes fiscales et sociales	– 14 329	– 13 954	– 374
Autres débiteurs/créditeurs d'exploitation	2 281	2 809	– 528
Charges constatées d'avance	1 362	1 073	290
Produits constatés d'avance.	– 3 594	– 3 476	– 119
Besoin en fonds de roulement d'exploitation	1 442	4 235	– 2 794
Dettes sur acquisition de participations consolidée	– 1 051	– 4 523	3 471
Provisions pour risques et charges à court terme	– 1 052	– 1 325	273
Besoin en fonds de roulement	– 662	– 1 612	950
BFR hors variation de dettes sur acquisitions			– 2 521

VI. — **Trésorerie.**
(En milliers d'euros.)

	31/12/04	31/12/03	Variation
Valeurs mobilières de placement	8 946	4 291	4 655
Disponibilités	2 684	2 176	508
Concours bancaires courants (dont intérêts courus)	– 27	– 28	1
Trésorerie	11 603	6 439	5 165

VII. — **Annexe aux comptes consolidés.**

I. – Faits marquants survenus au cours de l'exercice.

1.1. Restructurations internes au groupe. — En date du 23 novembre 2004, la société Drouot l'Hermine Consultants, incluse dans le périmètre de consolidation à l'ouverture de l'exercice, a été absorbée par voie de confusion de patrimoine au profit de leur actionnaire unique Altedia S.A.

1.2. Variation dans le périmètre de consolidation :

1.2.1. Création de la société Altedia Investment Consulting : La société Altedia Investment Consulting a été créée au mois de mars 2004. Elle a pour objet de fournir aux entreprises et aux investisseurs institutionnels des prestations de conseil financier. Cette société a été intégrée dans le périmètre de consolidation, par intégration globale. Elle est détenue à hauteur de 65 % par le groupe.

1.2.2. Sortie du périmètre de consolidation de la société Management & Organisation : La liquidation de la société Management & Organisation a été prononcée le 20 juillet 2004. La perte du contrôle du groupe sur la société a eu pour incidence la sortie de la société du périmètre de consolidation en date du 1er juillet 2004.

Le résultat du premier semestre de Management & Organisation est intégré dans le compte de résultat du groupe de l'exercice. La contribution de la société au résultat du groupe de l'exercice 2004 est la suivante (en milliers d'euros) :

Contribution au chiffre d'affaires	194
Résultat d'exploitation	8
Résultat net (part du groupe)	– 24

Compte tenu des capitaux propres négatifs de la société, une provision pour risques des filiales a été constatée dans les comptes consolidés pour 26 milliers d'euros.

1.2.3. Sortie du périmètre de consolidation de la société Altedia Portugal : La société Altedia Portugal est sortie du périmètre de consolidation en date du 1er janvier 2004 afin de constater la perte de contrôle et d'influence notable du groupe sur la société.

La société n'a pas contribué au résultat de l'exercice.

Compte tenu des capitaux propres négatifs de la société, une provision pour risques des filiales a été constatée dans les comptes consolidés pour 43 milliers d'euros.

1.2.4. Création à la fin de l'exercice 2004 des sociétés DML - Creade SL et Creade - Consultores Especialistas em Pessoas : DML - Creade SL est une société de droit espagnol. Elle a pour objet le conseil en revitalisation industrielle.

Creade - Consultores Especialistas em Pessoas est une société de droit portugais. Elle a pour objet le conseil en gestion des ressources humaines.

Ces sociétés ont été intégrées dans le périmètre de consolidation depuis leur création. Elles n'ont dégagé aucun résultat sur l'exercice 2004.

II. – Règles et méthodes comptables.

2.1. Référentiel de consolidation. — Les comptes consolidés du groupe Altedia sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises, en conformité avec le règlement 99-02 du Comité de la réglementation comptable (CRC).

2.2. Périmètre de consolidation. — Les sociétés retenues pour la consolidation sont celles dont Altedia contrôle directement ou indirectement plus de 20 %, à l'exclusion des sociétés ne présentant pas, par leur taille et leur activité, un caractère significatif.

Seule la méthode de l'intégration globale a été utilisée car Altedia détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote de ses filiales. Les comptes sont pris à 100 %, poste à poste, avec constatation, le cas échéant, des droits des actionnaires minoritaires.

2.2.2. Périmètre au 31 décembre 2004 :

— Les comptes consolidés regroupent les états financiers d'Altedia et des sociétés suivantes :

Entreprises	Siège	Siren	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode
Altedia S.A.	5, rue de Milan, 75009 Paris	411 787 567	100,00 %	100,00 %	I.G.
Altedia Public (ex - Altedia Influences S.A.)	5, rue de Milan, 75009 Paris	325 677 193	94,34 %	99,94 %	I.G.
Altedia 4 S.A.	5, rue de Milan, 75009 Paris	390 832 129	94,40 %	94,40 %	I.G.
Altedia 4 S.A.S.	5, rue de Milan, 75009 Paris	324 557 726	100,00 %	100,00 %	I.G.
Altedia M & M Conseil S.A.	5, rue de Milan, 75009 Paris	394 719 801	99,98 %	99,98 %	I.G.
Altedia Process S.A.	15, quai Ernest Renaud, 44053 Nantes	349 129 783	64,76 %	64,76 %	I.G.
Altedia Cogef S.A.	5, rue de Milan, 75009 Paris	325 503 502	100,00 %	100,00 %	I.G.
Altedia Communication S.N.C.	5, rue de Milan, 75009 Paris	380 870 790	100,00 %	100,00 %	I.G.
Altedia España, S.L. (ex - Global Job 2001 SL)	Santalo, 10 2 1, 08021 Barcelone	B-62501325	69,88 %	69,88 %	I.G.
Altedia Investment Consulting S.A.S.	5, rue de Milan, 75009 Paris	452 681 943	65,00 %	65,00 %	I.G.
Altedia Voyages S.A.R.L. (ex - Capital Public S.A.R.L.)	5, rue de Milan, 75009 Paris	398 383 208	100,00 %	100,00 %	I.G.
Altedia Belgium (ex - Benelux Conseeling Career)	Boulevard de la Woluwre Bruxelles	469287 RC Bruxelles	100,00 %	100,00 %	I.G.
Boury & Associés S.A.S.	15 *bis,* rue de Marignan, 75008 Paris	332 725 621	100,00 %	100,00 %	I.G.
Creacio Asesoria y Desarrollo, SL (Creade)	Santalo, 10 2 1, 08021 Barcelone	B-59990416	69,88 %	100 %	I.G.
Creade - Consultores Especialistas em Pessoas	Avenida da Liberdade, nº 200, Lisbonne		69,88 %	100,00 %	I.G.
DML Conseils S.A.S.	20-22, rue de Clichy, 75009 Paris	413 620 717	100,00 %	100,00 %	I.G.
DML & Associates Inc.	229, South State Street, City Of Dover, Country of Kent		100,00 %	100,00 %	I.G.
DML SL	Calvet 60 - 4 iz, 08021 Barcelone		50,00 %	50,00 %	I.G.
DML - Creade SL	Calle Santalo, nº 10 2º 1a, Barcelone		69,88 %	100,00 %	I.G.
Yugen Kaisha DML	Azabu C.M.S. Bldg Roppongi, Minato-ku, Tokyo 106		90,00 %	90,00 %	I.G.
DML Limited	Chez Buzzacott & Associates, Londres 1 AP		100,00 %	100,00 %	I.G.
Drouot l'Hermine Belgium SPRL	125, avenue Louise, 1050 Bruxelles	635 919	75,00 %	75,00 %	I.G.
JLM Conseil S.A.S	5, rue de Milan, 75009 Paris	419 452 701	100,00 %	100,00 %	I.G.
Laurent Dufetel & Associés	5, rue de Milan, 75009 Paris	404 014 318	100,00 %	100,00 %	I.G.
Altedia Sud-Est S.A.S. (ex - Lennox Conseil S.A.R.L.)	27, allée Albert Sylvestre, 73000 Chambéry	390 610 079	80,00 %	80,00 %	I.G.
Mobilité et Projets S.N.C.	5, rue de Milan, 75009 Paris	410 364 715	100,00 %	100,00 %	I.G.

Les sociétés intégrées dans le périmètre ont arrêté leurs comptes au 31 décembre 2004.

2.3. Méthodes de consolidation et règles et méthodes d'évaluation :

— Ecart d'acquisition : L'écart d'acquisition correspond à l'écart constaté à la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition de ses titres et la quote-part correspondante des capitaux propres, après évaluation totale des actifs et des passifs identifiables à la date d'acquisition.

Le coût d'acquisition des titres est égal au montant de la rémunération remise au vendeur par l'acquéreur, majoré de tous les autres coûts directement imputables à l'acquisition nets d'impôt. Lorsque la convention d'acquisition prévoit un complément de prix d'acquisition dépendant d'une ou plusieurs variables (notamment les résultats futurs), le montant du complément est inclus dans le coût d'acquisition à la date d'acquisition s'il est probable et si son montant peut être mesuré de façon fiable.

Les actifs et les passifs identifiables de l'entreprise acquise, y compris les éléments incorporels, sont des éléments susceptibles d'être évalués séparément dans des conditions permettant un suivi de leur valeur.

Les écarts d'acquisitions ainsi déterminés sont amortis sur 20 ans, par référence aux usages sectoriels.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un amortissement exceptionnel quand leur valeur économique, déterminée sur la base de la rentabilité actuelle, des perspectives de développement des activités et de leurs flux de trésorerie prévisionnels, est inférieure à leur valeur comptable.

— Impôts différés : Des impôts différés sont constatés pour toutes les

différences temporaires existant entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa valeur fiscale.

Les impôts différés sont déterminés par société et sont compensés à ce niveau.

Les soldes différés passifs sont provisionnés.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération est probable. Dans le cas notamment de sociétés en situation fiscale déficitaire, il n'est pas constaté de créance d'impôt différé, si un retour au bénéfice fiscal n'est pas acquis à court terme.

— Opérations et comptes réciproques : Les opérations internes ainsi que les comptes réciproques entre les sociétés consolidées sont éliminés. Les provisions pour dépréciation se rapportant à des participations ou à des créances détenues sur les sociétés consolidées sont réintégrées dans les capitaux propres.

2.4 Règles et méthodes d'évaluation :

— Immobilisations : Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût d'acquisition. Les fonds de commerce figurant dans les immobilisations incorporelles sont dépréciés lorsque leur valeur économique est inférieure à leur valeur comptable.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les immobilisations sont amorties sur leur durée d'utilisation économique estimée selon le mode (linéaire ou dégressif) reflétant le mieux leur dépréciation.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

Logiciels informatiques	1 à 3 ans
Matériels et outillages	3 à 10 ans
Installations et agencements	5 à 20 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	5 à 10 ans

— Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières déplacement : La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

— Stocks, travaux en cours : Les stocks sont évalués à leur coût de production comprenant les charges directes et indirectes de production.

— Créances : Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

— Opérations en monnaies étrangères : Les dettes et créances en monnaie étrangère sont valorisées au cours de la clôture de l'exercice. Les plus et moins-values latentes sont constatées en résultat.

— Provisions pour risques et charges : Elles sont destinées à couvrir des risques et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

— Indemnités de départ en retraite : Une provision pour indemnité de départ en retraite est évaluée conformément à la recommandation du CNC 2003-R.01 du 1er avril 2003.

Chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations. Ces droits sont affectés en fonction des périodes de service en suivant la formule des prestations du régime.

Hypothèses actuarielles retenues :

Taux d'actualisation	4,5 %
Revalorisation annuelle des rémunérations	2,5 %
Table de survie	Insee F 2000
Age de départ en retraite	65 ans
Rotation annuelle du personnel	Taux établi par tranches d'âge, variable selon les sociétés

Les coûts des services passés sont étalés selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel (16 ans).

Cette provision est calculée hors charges sociales.

— Charges et produits : Les charges et produits sur dossiers et affaires sont rattachés à l'exercice de livraison pour les ventes de biens et à l'exercice d'exécution pour les prestations.

III. – Notes relatives au bilan.

3.1. Ecarts d'acquisition :

— Les écarts d'acquisition sont relatifs aux acquisitions de titres suivants (en milliers d'euros) :

Société	Ecart d'acquisition (valeur nette)	
	31/12/04	31/12/03
Altedia (1)	1 210	1 299
Altedia España/Creade	1 044	1 227
Altedia Influences	0	0
Altedia Santé	0	38
Altedia Voyages	3	3
BCC	165	177
Boury	1 889	1 699
Cogef	3 523	4 385
Groupe DML	13 990	15 056
Groupe Drouot l'Hermine	214	228
JLM Conseil	1 079	1 464
LDA	578	612
Altedia Sud-Est (ex-Lennox Conseil)	49	52
M & M Conseil	431	780
Process	61	65
Ecarts d'acquisitions nets	24 235	27 085

(1) Les écarts d'acquisitions des sociétés absorbées par Altedia au cours de l'exercice (Drouot l'Hermine Consultants) ou des exercices antérieurs (Ordis, Altedia Groupe Courtaud et JCGM) ont été reportés sur cette ligne.

— La variation de la valeur nette des écarts d'acquisition s'explique comme suit (en milliers d'euros) :

Variation des compléments de prix	– 39
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	– 1 573
Dotations exceptionnelles aux amortissements des écarts d'acquisition	– 1 238
Variation nette	– 2 850

Les dotations exceptionnelles aux amortissements des écarts d'acquisition concernent les sociétés et activités suivantes :

Altedia Santé	38
M & M Conseil	300
JLM Conseil	300
Cogef	600
Total des amortissements exceptionnels	1 238

Les conventions d'acquisition des filiales Boury et Altedia España prévoient des compléments de prix calculés sur les résultats acquis et les résultats futurs. Afin de déterminer au mieux le prix d'acquisition de ces titres dans les comptes consolidés, les compléments de prix à échoir ont été estimés sur la base de résultats acquis et des budgets prévisionnels 2005.

Le montant des compléments de prix est de 1 051 milliers d'euros dont 131 ont une échéance à moins d'un an et 920 entre un et cinq ans :

Dettes sur acquisitions	Dette totale	Echéance	
		Moins d'un an	Entre un et cinq ans
Boury	920		920
Cogef	40	40	
Creade	91	91	
Total	1 051	131	920

3.2.1. Immobilisations :

(En milliers d'euros)	Début d'exercice	Acquisitions et virements poste à poste	Variation périmètre (1)	Cessions et virements poste à poste	Ecart de change	Fin d'exercice
Ecart d'acquisition	35 331		– 122	– 39		35 170
Frais d'établissement	216					216
Concessions, brevets, marques	1 368	180		– 635	– 1	912
Fonds commercial	1 042		– 17			1 026
Autres immobilisations incorporelles	43				0	43
Avances et acomptes						
Immobilisations incorporelles	2 669	180	– 17	– 635	– 1	2 197
Constructions	5	9		– 5		9

(En milliers d'euros)	Début d'exercice	Acquisitions et virements poste à poste	Variation périmètre (1)	Cessions et virements poste à poste	Ecart de change	Fin d'exercice
Installations, matériel et outillage	276	53	– 1	– 179		149
Autres immobilisations corporelles	9 003	733	– 45	– 1 798	– 6	7 887
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles	9 284	794	– 46	– 1 982	– 6	8 045
Titres de participations non consolidés	25					25

(En milliers d'euros)	Début d'exercice	Acquisitions et virements poste à poste	Variation périmètre (1)	Cessions et virements poste à poste	Ecart de change	Fin d'exercice
Créances sur participations non consolidées						
Autres titres immobilisés						
Prêts	90	123		– 79		134
Autres immobilisations financières	1 015	86	– 22	– 70		1 010
Immobilisations financières	1 130	209	– 22	– 149	0	1 169
Total général	48 414	1 183	– 206	– 2 805	– 6	46 579

(1) Y compris les flux sur compléments de prix concernant les variations de périmètres antérieures à l'exercice 2004.

3.2.2. Amortissements :

(En milliers d'euros)	Début d'exercice	Dotations	Variation périmètre	Reprises	Ecart de change	Virements de poste à poste	Fin d'exercice
Ecart d'acquisition (1)	8 246	2 811	– 122				10 935
Frais d'établissement	152	43					195
Concessions, brevets, marques	1 056	183		601	– 1		637
Fonds commercial	85						85
Autres immobilisations incorporelles	18	14					33
Avances et acomptes							
Immobilisations incorporelles	1 311	241		601	– 1		950
Constructions	1	1		2			0
Installations, matériel et outillage	204	15		179			40
Autres immobilisations corporelles	4 890	1 034	– 15	1 595	– 6		4 309
Immobilisations en cours							
Avances et acomptes							
Immobilisations corporelles	5 096	1 050	– 15	1 776	– 6		4 348
Total général	14 653	4 102	– 137	2 377	– 6		16 233
Dotations d'exploitation		1 291					
Dotations des charges à répartir		12					
Total dotations d'exploitation		1 303					
Dotations exceptionnelles							

	Début d'exercice	Dotation	Variation périmètre	Augmentations			Fin d'exercice
Charges à répartir et différées	11	12		94			93

Les charges à répartir au 31 décembre 2004 correspondent pour l'essentiel aux frais d'acquisition de la société Dynargie réalisée au début de l'exercice 2005 et à une contribution financière pour un passage progressif en pré-retraite. Elles sont amorties sur une durée comprise entre 3 et 5 ans selon leur nature.

(1) La dotation aux amortissements des écarts d'acquisition inclut 1 238 milliers d'euros amortissements exceptionnels (cf. note 3.1).

3.3. Clients et autres créances d'exploitation :

(En milliers d'euros)	31/12/04	31/12/03
Créances clients	21 734	23 650
Créances douteuses	1 238	1 608
Total des créances brutes	22 972	25 258
Provisions créances douteuses	1 202	1 498
Total clients et comptes rattachés nets	21 770	23 760
Créances fiscales	2 225	2 904
Autres créances	658	589
Avances et acomptes versés	30	23
Charges constatées d'avance	1 362	1 073
Charges à répartir	93	11
Total autres créances brutes	4 368	4 600

(En milliers d'euros)	31/12/04	31/12/03
Provisions pour dépréciation	176	42
Total autres créances nettes	4 192	4 558

Toutes les créances sont à échéance de moins d'un an.

3.4. Valeurs mobilières. — Les valeurs mobilières de placements présentes dans les comptes au 31 décembre 2004 sont constituées de Sicav. Leur valeur de marché est égale à 9 014 milliers d'euros, soit une plus-value latente de 39 milliers d'euros.

3.5. Impôts différés :

— Les impôts différés actifs et passifs s'analysent de la manière suivante (en milliers d'euros) :

Impôts différés actifs	31/12/03	Produits (+)/ charges (–) de l'exercice	Variation de périmètre	31/12/04
IDA/(IDP) sur retraitements de consolidation	21	– 77	0	– 56
IDA/(IDP) sur différences temporaires	92	244	0	336
IDA sur déficits ordinaires	0	16	0	16
Total des impôts différés actifs	113	183	0	296

Impôts différés passifs	31/12/03	Produits (+)/ charges (–) de l'exercice	Variation de périmètre	31/12/04
IDP/(IDA) sur retraitements de consolidation	346	– 291	0	55

Impôts différés passifs	31/12/03	Produits (+)/ charges (–) de l'exercice	Variation de périmètre	31/12/04
IDP/(IDA) sur différences temporaires	– 115	115	0	0
Total des impôts différés passifs	231	– 176	0	55

Les actifs d'impôts différés non constatés du fait que leur récupération n'est pas jugée probable sont égaux à 61 milliers d'euros. Ils sont relatifs à des pertes indéfiniment reportables.

3.6. Capitaux propres :

3.6.1. Tableau de variation des capitaux propres (en milliers d'euros) :

Capitaux propres groupe et intérêts minoritaires	Capital	Primes (1)	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecarts de conversion	Capitaux propres groupe	Intérêts minoritaires
Au 31 décembre 2002	2 924	16 817	13 017	2 116	– 341	34 533	1 000
Augmentation de capital	30	573				603	
Dividendes versés				– 1 169		– 1 169	– 86
Affectation de résultat			947	– 947			
Résultat de l'exercice				2 567		2 567	301
Variations de change					– 261	– 261	0
Variations de périmètre							– 360
Autres variations (2)			– 10			– 10	
Au 31 décembre 2003	2 954	17 390	13 953	2 567	– 602	36 263	854
Augmentation de capital	42	1 061				1 103	
Dividendes versés				– 1 299		– 1 299	– 46
Affectation de résultat			1 269	– 1 269			
Résultat de l'exercice				3 438		3 438	150
Variations de change					– 11	– 11	0
Variations de périmètre							60
Autres variations (2)			– 109			– 109	
Au 31 décembre 2004	2 997	18 451	15 112	3 438	– 612	39 385	1 017

(1) Nettes des frais imputés sur les primes d'émission.
(2) La ligne « Autres variations » correspond à l'impact de l'annulation des titres en autocontrôle, (2 573 pour 2003 et 11 003 pour 2004).

3.6.2 Actions propres : L'assemblée générale mixte du 22 juin 2004 a autorisé la société à racheter ses propres actions pendant une durée maximum de 18 mois. Le total des actions détenues ne doit pas dépasser 10 % du capital social. Dans le cadre de la régularisation de cours, le prix d'achat ne peut excéder 30 € et le prix de revente ne peut être inférieur à 5 €. Le montant maximum des fonds destinés à la réalisation de ce programme de rachat a été fixé à 17,5 M€.

Au 31 décembre 2004, la société détient 11 003 actions propres acquises pour un montant total de 155 683 €.

La variation, en nombre d'actions, au cours de l'exercice se décompose comme suit :

Actions propres à l'ouverture	2 573
Acquisitions de l'exercice	20 352
Cessions de l'exercice	– 11 922
Actions propres à la clôture	11 003

3.6.3. Augmentations de capital au cours de l'exercice 2004 : Une augmentation de capital de 42 418,5 €, réservée apporteurs du sous-groupe DML a été réalisée le 29 juin 2004 sur autorisation de l'assemblée générale mixte du 18 juin 2003 d'Altedia S.A. et maintenue par l'assemblée générale mixte du 22 juin 2004. 84 337 actions nouvelles de 0,5 € de valeur nominale ont été émises.

Les titres créés ont été valorisés à 13,01 € chacun. La différence entre la valeur nette des apports et le montant de l'augmentation de capital, soit 1 061 milliers d'euros, a été inscrite au passif du bilan au compte prime d'émission.

3.6.4. Plan d'options de souscription d'actions : L'assemblée générale mixte du 22 juin 2004 a autorisé le conseil d'administration à consentir au bénéfice de certains membres du personnel salarié de la société et de ses dirigeants, pendant un délai de 38 mois, des options donnant droit à la souscription d'actions à émettre à titre d'augmentation de son capital ainsi qu'à des options donnant droit à l'achat d'actions préalablement rachetées par la société. Le nombre maximal d'options de souscription et d'options d'achat pouvant être attribuées ne pourra donner droit à un nombre d'actions supérieur à 4,5 % du capital à la date d'octroi des options par le conseil d'administration ; soit 269 712 actions en date du 31 décembre 2004.

— Plans de souscription d'actions :

	Options au 31/12/04	Début de souscription	Fin de souscription	Prix de souscription
Plan de stock-options 2000 (*)	86 207	01/07/2005	30/06/2008	17,50 €
Plan de stock-options 2002	7 000	11/03/2006	10/03/2010	35,75 €
Plan de stock-options 2003	145 260	24/11/2007	23/11/2011	12,50 €
Plan de stock-options 2004	80 000	21/06/2008	20/06/2012	15,00 €
Total	318 467			

(*) Le plan d'option de souscription 2000 ne sera pas exercé car la condition de croissance du bénéfice net par action entre 2000 et 2004 n'est pas remplie à la clôture de l'exercice.

3.6.5. Augmentation de capital au profit des adhérents du plan d'épargne de groupe : L'assemblée générale mixte du 22 juin 2004 a autorisé le conseil d'administration pour une durée de cinq ans à augmenter le capital social d'un montant maximum de 150 000 € par apport en numéraire, au bénéfice des mandataires sociaux et salariés de la société. Le prix d'émission ne pourra être ni supérieur à la moyenne des cours cotés des 20 dernières séances précédant le jour de la décision du conseil d'administration ni inférieur de plus de 20 % à cette moyenne. Cette délégation prive d'effet la délégation antérieure consentie par l'assemblée générale mixte du 22 mai 2002.

Le conseil d'administration n'a pas fait usage de cette délégation au cours de l'exercice 2004.

3.7. Provisions :

(En milliers d'euros)	Début d'exercice	Dotations	Variation périmètre	Reprises	Fin d'exercice
Provision pour risques	1 038	369		884	523
Provision pour charges	53			48	5
Indemnités de départ en retraite.	233	242		21	455
Provisions pour risques sur filiales déconsolidées (1)			69		69
Total provisions risques et charges	1 325	611	69	953	1 052

(En milliers d'euros)	Début d'exercice	Dotations	Variation périmètre	Reprises	Fin d'exercice
Dépréciation des immobilisations incorporelles	81	113	– 17		177
Dépréciation des immobilisations corporelles	120	20			140
Titres de participations non consolidés					
Créances sur participations non consolidées					
Autres immobilisations financières	39			39	0
Provisions dépréciation stocks et encours	24			17	7
Provisions dépréciation comptes clients	1 498	149	– 42	404	1 202
Provisions dépréciation autres créances	42	2	151	19	176
Provisions dépréciation des valeurs mobilières	29			0	29
Total provisions pour dépréciation	1 833	284	93	479	1 731
Total général	3 157	895	162	1 432	2 783
Résultat :					
Dotations et reprises aux provisions sur actifs immobilisés		116		0	
Dotations et reprises aux provisions sur actifs circulants		151		439	
Dotations et reprises aux provisions sur risques et charges		611		745	
Total des dotations aux provisions d'exploitation		878		1 185	
Dotations et reprises financières				39	
Dotations et reprises aux provisions exceptionnelles		17		208	

(1) Provisions relatives aux sociétés Management et Organisation et Altedia Portugal, déconsolidées au cours de l'exercice 2004.

3.7.1. Provisions pour risques et charges : Les provisions pour risques et charges reprises au cours de l'exercice et non utilisées sont relatives à des litiges salariaux, pour 355 milliers d'euros, dont 208 en résultat exceptionnel.

Les provisions pour risques et charges se décomposent comme suit :

Provisions pour restructuration	5
Provisions pour litiges salariaux	320
Provisions pour litiges clients	203
Total	528

Les provisions pour litiges salariaux ont été déterminées sur la base de l'estimation des risques de succès des demandes formulées à la clôture de l'exercice.

Les litiges clients correspondent à des négociations commerciales en cours à la clôture de l'exercice. Elles portent sur des contrats conclus antérieurement à cette date. Les provisions ont été évaluées en fonction du risque maximum estimé dans le cas où ces négociations n'auraient pas une issue favorable.

3.7.2. Provision pour indemnité de départ en retraite :

— La provision constatée au bilan s'analyse comme suit (en milliers d'euros) :

Valeur actualisée de l'obligation au 31 décembre 2004	574
Coût des services passés non comptabilisés	– 119
Provision comptabilisée au bilan	455

Le coût des services passés total est égal à 127 milliers d'euros. Il est relatif à l'avenant de la convention collective du Syntec, étendu au cours de l'exercice 2004 et reconnaissant aux salariés des droits complémentaires au titre de leur activité passée. Son incidence est étalée sur 16 ans, correspondant sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés des sociétés concernées.

3.8. Dettes financières, fournisseurs et autres dettes :

(En milliers d'euros)	31/12/04	31/12/03
Emprunts auprès des établissements de crédit	65	147
Dettes financières diverses	875	1 195
Total dettes financières	940	1 342
Dettes fournisseurs	5 158	5 771
Fournisseurs d'immobilisations	1 195	4 635
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 353	10 406
Avances et acomptes	852	178
Dettes envers le personnel	4 578	4 096
Dettes envers les organismes sociaux	3 696	3 628
T.V.A	4 552	4 790
Impôt sur les sociétés	848	508
Taxes diverses	654	933
Dettes diverses	416	453
Produits constatés d'avance	3 594	3 476
Total autres dettes et comptes de régularisation	19 191	18 061

Les dettes financières diverses comprennent la réserve spéciale de participation des salariés pour 865 milliers d'euros.

Les emprunts sont à moins d'un an pour 49 milliers d'euros et à plus d'un an pour 16.

Le poste Fournisseurs d'immobilisations comprend les compléments de prix afférents aux titres acquis pour un montant total de 1 051 milliers d'euros dont 920 ont une échéance comprise entre un et cinq ans.

IV. — **Notes relatives au compte de résultat.**

4.1. Répartition du chiffre d'affaires :

4.1.1. Répartition géographique du chiffre d'affaires :

— La répartition géographique du chiffre d'affaires est la suivante :

(En milliers d'euros)	31/12/04	En %	31/12/03	En %
France	64 294	86,5	71 529	88,9
Etranger	10 004	13,5	8 974	11,1
Total	74 298	100,0	80 503	100,0

4.1.2. Répartition du chiffre d'affaires par activités :

(En millions d'euros)	31/12/04	31/12/03	Croissance	Croissance organique
Réorganisations, mobilité et ingénierie sociale	45,7	44,1	3,6 %	3,4 %
Capital humain (1)	21,5	24,2	– 11,2 %	4,8 %
Communication externe (1)	7,3	12,2	– 40,2 %	– 3,1 %
Ajustements et flux inter-activités	– 0,2			
Total	74,3	80,5	– 7,7 %	1,5 %

(1) Dont l'activité Editing cédée en 2003.

4.2. Autres produits d'exploitation :

— Les principaux éléments composant les autres produits d'exploitation sont (en milliers d'euros) :

La variation de la production stockée	41
Les transferts de charges	305

Les reprises de provisions	1 185
Les autres produits de gestion	156
Total	1 687

Les transferts de charges correspondent principalement à des remboursements de charges de personnel et à des honoraires d'acquisition des titres de participation de Dynargie début 2005.

4.3. Charges de personnel :

(En milliers d'euros)	31/12/04	13/12/03
Rémunération	25 873	27 874
Charges sociales	10 701	11 998
Participation	373	210
Total	36 947	40 082

L'effectif moyen du groupe a été de 536 personnes (385 cadres, 151 ETAM) dont 380 consultants en 2004 et de 591 personnes dont 401 consultants en 2003.

Le montant total des rémunérations allouées en 2004 aux membres du comité exécutif du groupe Altedia constitué de 7 personnes s'est élevé à 1 432 milliers d'euros.

4.4. Résultat financier :

(En milliers d'euros)	31/12/04	13/12/03
Résultat net sur cessions de valeurs mobilières de placement	67	33
Charges financières sur actualisation de la dette relative aux compléments de prix	– 67	– 344
Résultat de change latent sur actifs en devises	10	175
Intérêts et produits financiers	– 111	– 125
Gains de changes sur transactions	– 3	– 12
Dotations et reprises de provisions financières nettes	39	200
Total	– 65	– 73

4.5. Résultat exceptionnel :

(En milliers d'euros)	31/12/04	31/12/03
Résultat net sur cessions d'actifs immobilisés (hors éléments de restructuration)	– 178	
Part des bénéfices antérieurs à l'acquisition de filiales		14
Provisions pour risques nettes	8	– 20
Résultat net sur cession de l'activité Editing	76	727
Mali de confusion - Filiale non consolidée		– 226
Litiges prud'hommaux et indemnités transactionnelles		– 104
Divers	– 31	79
Total	– 125	470

4.6. Impôt sur les bénéfices :

(En milliers d'euros)	31/12/04	31/12/03
Résultat avant impôts sociétés et amortissement des écarts d'acquisition	9 992	10 082
Impôt au taux normal	3 431	3 461
Impôt sur charges non déductibles fiscalement	196	283
Impôt sur déficits non activés	– 15	251
Impôt sur malis de confusions de patrimoines	– 182	– 103
Impôt sur cession de l'activité Editing		– 183
Ecart de taux sur sociétés étrangères	3	4
Impact changement de taux d'impôt différé		11
IFA non imputé	23	7
Impact cotisation sociale 3,3 %	30	14
Impôt sur exercice antérieur	58	
Impôt sur distributions de source étrangère	42	
Divers	6	13
Total	3 594	3 758
Dont :		
Impôts courants	3 953	3 222
Impôts différés	– 359	536
Taux réel d'impôt	36 %	37 %

Il existe 2 groupes d'intégration fiscale dans le groupe Altedia dont les sociétés « Tête de groupe » sont respectivement Altedia S.A. et Altedia 4 S.A.

Dans le cadre des conventions d'intégration fiscale Altedia, la société « Tête de groupe » facture à ses filiales, l'impôt que celles-ci auraient dû acquitter si elles n'avaient pas adhéré au régime d'intégration fiscale. En cas de sortie d'une filiale intégrée, les conventions d'intégration fiscale ne prévoient pas d'indemnisation en cas de perte de report des déficits de celle-ci.

Dans le cadre de la convention d'intégration fiscale du groupe Altedia 4, les modalités de répartition de l'impôt sur les sociétés assis sur le résultat d'ensemble du groupe sont les suivantes :

En cas d'exercice bénéficiaire, la charge d'impôt est comptabilisée dans les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration fiscale.

En cas d'exercice déficitaire ou de moins-value à long terme, une subvention est comptabilisée dans les sociétés intégrées d'un montant égal à l'économie d'impôt sur les sociétés, immédiate ou virtuelle, procurée par ces dernières à la société-mère Altedia 4.

4.7. Résultat par action :

(En euro)	31/12/04	31/12/03
Résultat groupe avant amortissement des écarts d'acquisition	6 223 440	6 023 844
Résultat part groupe	3 437 574	2 567 330
Nombre moyen d'actions, après élimination des titres d'autocontrôle	5 940 764	5 876 200
Résultat par action avant amortissement des écarts d'acquisition	1,05	1,03
Résultat par action après amortissement des écarts d'acquisition	0,58	0,44
Résultat dilué par action avant amortissement des écarts d'acquisition	1,04	1,03
Résultat dilué par action après amortissement des écarts d'acquisition	0,58	0,44

5 993 604 actions composaient le capital au 31 décembre 2004.

Le résultat par action a été déterminé après prise en compte de l'annulation des titres d'autocontrôle détenus, soit 11 003 titres au 31 décembre 2004.

Le résultat dilué par action a été déterminé en retenant la méthode du « Rachat d'actions ». En cas de prix de levée d'option supérieur au cours de bourse, le résultat dilué a été plafonné au résultat par action.

4.8. Incidence de la cession de l'activité Editing au 1er octobre 2003. — Les fonds de commerce des sociétés Altedia Communication et Altedia Influences composant la branche d'activité « Editing » ont été cédés le 1er octobre 2003. Afin de permettre la comparabilité des comptes, le résultat d'exploitation du groupe au 31 décembre 2003 hors la contribution de l'activité cédée est présenté ci-après :

	Comptes consolidés 31/12/04	Comptes consolidés 31/12/03 hors Editing	Editing 2003 (9 mois)	Comptes consolidés 31/12/03
Chiffre d'affaires	74 298	73 169	7 334	80 503
Autres produits d'exploitation	1 687	1 275	49	1 324
Produits d'exploitation	75 985	74 444	7 383	81 827
Achats consommés	24 749	23 066	4 548	27 614
Impôts, taxes et versements assimilés	1 413	1 543	93	1 636
Charges de personnel	36 947	36 822	3 260	40 082
Dotations aux amortissements	1 303	1 331	119	1 450
Dotations aux provisions	878	1 091		1 091
Autres charges	511	267		267
Charges d'exploitation	65 802	64 121	8 020	72 141
Résultat d'exploitation	10 182	10 323	– 637	9 686

Les charges d'exploitation de l'exercice 2003 comprennent, sur les 9 mois de l'exploitation de l'Editing, un montant d'un million d'euros de

charges non transférées à l'acquéreur (essentiellement locaux, comptabilité, charges de holding non affectées).

Le prix de cession définitif de l'activité est fonction de la marge brute dégagée par l'activité en 2004 et 2005, avec un acompte non remboursable de 1 million d'euros ayant déjà été perçu. Aucun complément de prix à percevoir n'a été constaté sur la base de l'estimation des marges brutes 2004 et 2005.

V. — **Informations complémentaires.**

5.1. Engagements hors bilan :

5.1.1. Engagements reçus dans le cadre des acquisitions de l'exercice : Altedia a obtenu des vendeurs des sociétés acquises des garanties, usuellement dénommées garanties de passif.

Ces garanties concernent les sociétés suivantes (montants exprimés en milliers d'euros) :

Sociétés acquises	Date d'effet	Montant des garanties obtenues	Franchise ou seuil de déclenchement	Echéance	Nature des garanties
JLM Conseil	26/04/2001	518	8	Prescription légale	Garanties en matière sociale et fiscale
Altedia España/Creade	05/04/2001	Prix d'acquisition des titres	15	Prescription légale	Garanties en matière sociale et fiscale
LDA	30/06/2001	229	8	Prescription légale	Garanties en matière sociale et fiscale
Groupe DML	11/09/2001	11 410	76	Prescription légale	Garanties en matière sociale et fiscale
Boury & Associés	24/10/2002	Prix d'acquisition des titres	15	24/10/2005	Garanties générales
				Prescription légale	Garanties en matière sociale et fiscale

Les garanties obtenues couvrent tout supplément de passif ou diminution d'actif dont l'origine ou la cause est antérieure à leur date d'effet.

5.1.2. Engagements reçus dans le cadre de la cession de l'activité Editing réalisée en 2003 : Le prix de cession définitif de l'activité Editing sera fonction de la marge brute dégagée par l'activité en 2004 et 2005 et ne pourra être supérieur à 4 millions d'euros. Un acompte non remboursable de 1 million d'euros a été perçu sur l'exercice 2003.

5.1.3. Engagements réciproques vis-à-vis des actionnaires minoritaires de filiales : Les associés minoritaires de certaines filiales non détenues à 100 % bénéficient d'une promesse d'achat de leurs titres qui leur a été consentie par Altedia, exerçable à leur gré dans un certain délai et dans diverses circonstances, à un prix déterminable en fonction des résultats et/ou de l'actif net. Ces minoritaires ont accordé à Altedia une promesse de vente de leurs parts exerçable au gré de la société en cas de survenance de certains événements.

Ces promesses concernent les sociétés Lennox Conseil, Altedia España et Altedia Portugal.

5.1.4. Engagement consenti de garantie solidaire : La société Altedia s'est portée caution solidaire et indivise de l'agence Altedia Voyages auprès de l'Association professionnelle de solidarité du tourisme. Cet engagement s'élève à 99 092 €. Il est valable un an, tacitement renouvelable pour une ou plusieurs périodes successives de même durée.

5.1.5. Engagements consentis dans le cadre de la souscription d'un crédit à moyen terme : En garantie d'un crédit à moyen terme d'un montant de 3 millions d'euros, accordé à Altedia par le CIC, la société a affecté en gage les instruments financiers suivants :

— 85 % des actions Altedia 5 ;

— 78,22 % des actions Altedia Cogef ;

— 49 % des actions DML Conseil.

5.1.6. Engagements consentis dans le cadre des compléments de prix : 51 % des actions de DML Conseil ont été donnés en nantissement auprès des bénéficiaires des compléments de prix (cf. § 2.3).

5.1.7. Garantie à première demande : Altedia S.A. a émis une demande de mise en place de garantie internationale pour le compte de Creade SL et Fundacion Altedia y Creade en faveur de AA Barcelona (groupe ABN Amro) en date du 1er décembre 2003.

Cette garantie porte sur un montant de 1 000 000 € plus intérêts et charges et est renouvelable par tacite reconduction.

Cet engagement a été autorisé par décision du conseil d'administration d'Altedia du 20 novembre 2003.

5.2. Evénements survenus après la clôture de l'exercice :

5.2.1. Acquisition d'Altedia par le groupe Adecco : Adecco S.A. a conclu au début de l'exercice 2005 des accords en vue d'acquérir 50,5 % d'Altedia auprès de ses actionnaires fondateurs.

Au terme de cette acquisition, le groupe Adecco et les fondateurs d'Altedia deviendront actionnaires d'une nouvelle entité qui lancera une offre publique d'achat sur les 49,5 % d'actions d'Altedia restantes au prix de 19 €. Dans le cas d'un taux d'acceptation de l'offre de 100 %, le groupe Adecco détiendra 85 % des actions de la nouvelle entité et les fondateurs 15 %.

5.2.2. Acquisition des sociétés Lee Hecht Harrison France et Career Management S.A. par Altedia : Sous réserve de l'acquisition d'Altedia par Adecco (cf. § 5.2.1), les actionnaires fondateurs d'Altedia se sont engagés au mois de janvier 2005 auprès du groupe Adecco :

– à acquérir 100 % des titres composant le capital social de la société Lee Hecht Harrison France ;

– à ce que l'une des filiales d'Altedia, Creade ou Altedia España, acquiert 100 % du capital de la société Career Management S.A. (Espagne) auprès du groupe Adecco.

— Eléments caractérisant LHH France et Career Management S.A. :

	LHH France (2004)	Career Management S.A. (2003)
Chiffre d'affaires	M€ 15,7	M€ 0,9
Résultat d'exploitation	M€ – 0,7	K€ 75
Résultat net	M€ – 0,7	K€ 39
Trésorerie nette	M€ 0,6	

5.2.3. Acquisition de Dynargie : Altedia a acquis au début de l'exercice 2005 70,5 % du capital et des droits de vote de la société Financière Isis, société holding détenant 100 % du capital et des droits de vote de Dynargie. Les activités de la société portent sur l'accompagnement managérial, la mobilisation d'équipes dirigeantes, la formation, le coaching et les changements culturels.

— Eléments caractérisant Dynargie au 31 décembre 2004 :

Chiffre d'affaires	7,5 M€
Résultat d'exploitation	1,8 M€
Résultat net	1,2 M€
Trésorerie nette	2,0 M€

5.2.4. Acquisition des actions d'Altedia Process détenues par les actionnaires minoritaires : Altedia a procédé au début de l'exercice 2005 au rachat des actions détenues par les actionnaires minoritaires d'Altedia Process. La participation du groupe dans la société est égale à 99,96 % après l'opération.

VIII. — **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2004.**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts et votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Altedia relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1er août 2003, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme il est précisé dans la note 2.3 du chapitre II de l'annexe aux comptes consolidés, le groupe Altedia réalise une évaluation des écarts d'acquisition en fonction de la rentabilité actuelle, des perspectives de développement des activités et de leurs flux de trésorerie prévisionnels.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons apprécié les

données et les hypothèses sur lesquelles ces estimations sont fondées, notamment dans le cadre de la détermination de la valeur d'usage de ces actifs à des fins de comparaison avec leur valeur comptable. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit qui porte sur les comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de l'opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique. — Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 16 mars 2005.

Les commissaires aux comptes :

Barbier Frinault & Autres :
ERIC DEMUYT ;

Progestion :
JEAN ALLIMANT.

B. — Comptes sociaux.

I. — **Bilan au 31 décembre 2004.**
(En euros.)

Actif	31/12/04			31/12/03
	Montant brut	Amortissements	Net	Net
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement	216 354	194 839	21 515	64 786
Concessions, brevets et droits similaires	517 979	412 715	105 265	211 801
Fonds commercial	990 443	240 977	749 466	845 466
Immobilisations corporelles :				
Autres immobilisations corporelles	5 210 354	2 687 328	2 523 026	2 854 715
Immobilisations financières :				
Autres participations	43 404 664	6 312 255	37 092 409	40 531 192
Créances rattachées à des participations	890 542		890 542	734 233
Prêts	116 030		116 030	74 763
Autres immobilisations financières	1 053 602		1 053 602	841 716
Actif immobilisé	52 399 968	9 848 113	42 551 855	46 158 671
Stocks et encours :				
Matières premières, approvisionnements	9 436	7 023	2 413	39 051
Encours de production de biens	73 953		73 953	23 253
Avances et acomptes versés sur commandes	2 698		2 698	16 000
Créances :				
Créances clients et comptes rattachés	14 633 511	1 018 885	13 614 626	15 960 197
Autres créances	1 579 737	173 789	1 405 948	1 821 149
Divers :				
Valeurs mobilières de placement	6 020 779		6 020 779	1 744 120
Disponibilités	905 023		905 023	236 991
Comptes de régularisation :				
Charges constatées d'avance	1 115 102		1 115 102	863 045
Actif circulant	24 340 239	1 199 697	23 140 542	20 703 806
Charges à répartir sur plusieurs exercices	93 382		93 382	146 293
Total général	76 833 589	11 047 811	65 785 779	67 008 769

Passif	31/12/04	31/12/03
Capital social (dont versé : 2 996 802)	2 996 802	2 954 384
Primes d'émission, de fusion, d'apport	18 936 019	17 874 708
Réserve légale	295 438	292 414
Report à nouveau	14 340 870	11 479 574
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	3 441 116	4 163 127
Capitaux propres	40 010 245	36 764 206
Provisions pour risques	225 047	394 500
Provisions pour charges	8 510	44 710
Provisions pour risques et charges	233 557	439 210
Dettes financières :		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 900	5 234
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs)	874 948	1 006 496
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	452 180	
Dettes d'exploitation :		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 444 453	5 447 004
Dettes fiscales et sociales	9 386 458	8 982 895
Dettes diverses :		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 240 374	4 737 196
Autres dettes	6 161 913	7 840 408
Comptes de régularisation :		
Produits constatés d'avance	1 972 751	1 786 121
Dettes	25 541 976	29 805 353
Total général	65 785 779	67 008 769

II. — **Compte de résultat (en liste).**
(En euros.)

Rubriques	France	Exportation	31/12/04	31/12/03
Production vendue de biens	1 927 168	5 180	1 932 348	7 255 043
Production vendue de services	44 276 411	515 983	44 792 394	46 643 736
Chiffres d'affaires nets	46 203 579	521 163	46 724 742	53 898 779
Production stockée			40 733	– 100 125
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			1 131 103	954 615
Autres produits			200 529	13 079
Produits d'exploitation			48 097 106	54 766 347
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			2 809	824 350
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			37 463	31 853
Autres achats et charges externes			18 091 340	20 745 009
Impôts, taxes et versements assimilés			1 026 268	1 224 342
Salaires et traitements			14 255 511	17 252 200
Charges sociales			6 624 778	7 805 225
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 002 849	1 261 245
Sur immobilisations : dotations aux provisions			116 000	179 745
Sur actif circulant : dotations aux provisions			38 594	823 341
Pour risques et charges : dotations aux provisions			86 447	309 200
Autres charges			1 094 770	764 453
Charges d'exploitation			42 376 827	51 220 961
Résultat d'exploitation			5 720 279	3 545 386
Produits financiers :				
Produits financiers de participations			4 379 401	4 013 401
Autres intérêts et produits assimilés			48 906	125 766
Reprises sur provisions et transferts de charges			1 794 295	137 075
Différences positives de change			15	921
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			46 172	14 900
Produits financiers			6 268 789	4 292 063
Dotations financières aux amortissements et provisions			3 565 000	1 751 218
Intérêts et charges assimilées			226 375	442 765
Différences négatives de change			5 682	3 578
Charges financières			3 797 056	2 197 561
Résultat financier			2 471 733	2 094 502
Résultat courant avant impôts			8 192 012	5 639 888

Rubriques	France	Exportation	31/12/04	31/12/03
Produits exceptionnels sur opérations de gestion . .				71 065
Produits exceptionnels sur opérations en capital. . .			25 804	57 404
Reprises sur provisions et transferts de charges . . .				569 685
Produits exceptionnels			25 804	698 154
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion .			16 429	105 590
Charges exceptionnelles sur opérations en capital .			2 689 149	800 093
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				48 288
Charges exceptionnelles.			2 705 579	953 971
Résultat exceptionnel.			– 2 679 775	– 255 816
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			310 000	113 860
Impôts sur les bénéfices			1 761 121	1 107 085
Total des produits			54 391 699	59 756 564
Total des charges.			50 950 583	55 593 438
Bénéfice ou perte			3 441 116	4 163 127

III. — **Annexe aux comptes annuels.**

La présente annexe vise à fournir une information pertinente sur les comptes de la société. En conséquence, seuls les éléments significatifs sont présentés ci-après.

I. – Faits caractéristiques de l'exercice.

1. Augmentation de capital. — Une augmentation de capital de 42 418 €, réservée aux apporteurs du groupe DML, a été réalisée le 29 juin 2004 sur autorisation de l'assemblée générale mixte du 18 juin 2003 et maintenue par l'assemblée générale mixte du 22 juin 2004. 84 337 actions nouvelles de 0,5 € de valeur nominale ont été émises.

Les titres créés ont été valorisés à 13,01 € chacun.

La différence entre la valeur nette des apports et le montant de l'augmentation de capital, soit 1 061 311 €, a été inscrite au passif du bilan au compte prime d'émission.

2. Restructuration. — La société a absorbé, en date du 23 novembre 2004, par voie de confusion de patrimoine, sa filiale Drouot l'Hermine Consultants. L'impact de l'opération est détaillé ci-après :

Reprise de provision sur créance (exploitation)	500
Reprise de provision sur titres (financier)	1 755
Mali de confusion à hauteur de la valeur des titres de participation (exceptionnel)	– 1 755
Mali de confusion à hauteur de la situation nette négative au 23 novembre 2004 (exceptionnel)	– 756
Impact de l'opération dans les comptes	– 256

II. – Règles et méthodes comptables.

1. Règles de base. – Les comptes ont été établis en respectant les règles de base suivantes :

— image fidèle ;

— continuité d'exploitation ;

— comparabilité et permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;

— régularité et sincérités ;

— prudence ;

— indépendance des exercices.

2. Règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. — Elles résultent des dispositions du plan comptable général 1999 (arrêté ministériel du 22 juin 1999).

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement, les modes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

2.1. Immobilisations : La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

Les éléments amortissables sont dépréciés selon la méthode linéaire sur leur durée de vie probable (cf. *infra* III 1.3).

Les éléments non amortissables ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle de ces biens.

Les titres de participation sont évalués à leur prix de revient, déprécié le cas échéant, sur la base de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée sur la base de la rentabilité actuelle, des perspectives de développement des activités et de leurs flux de trésorerie prévisionnels.

2.2. Créances et dettes : Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

2.3. Stocks : Les stocks papier et de matières consommables ont été comptabilisés au coût d'achat, majoré des frais accessoires. Les encours ont été valorisés à leur coût de production (cf. *infra* III 2).

Les provisions pour dépréciation des encours ont été déterminées en fonction des coûts engagés et des perspectives de facturation.

2.4. Disponibilités : Les disponibilités ont été évaluées à leur valeur nominale.

2.5. Provisions pour risques et charges : Elles sont destinées à couvrir des risques et des charges que les événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

2.6. Rattachement des charges et produits à l'exercice : Les charges et produits sur dossiers et affaires ont été rattachés à l'exercice d'achèvement pour les livraisons de biens, à l'exercice d'exécution pour les prestations.

III. — **Informations relatives au bilan et au compte de résultat.**

1. Immobilisations :

1.1. Frais d'établissement : Ce poste comprend :

— des charges liées à l'introduction en bourse non affectables à l'augmentation de capital pour un montant de 216 354 €. Elles sont amorties sur 5 ans *prorata temporis*, soit une dotation de 43 271 € sur l'exercice.

1.2. Durée d'amortissement : Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Logiciels	1 à 3 ans
Installations, agencements	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique neuf et occasion	2 à 4 ans
Mobilier neuf et occasion	3 à 8 ans

1.3. Fonds de commerce :

	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Fonds de commerce apporté par la société Forum du droit et des affaires (1) . .	85 232	85 232	
Fonds de commerce apporté par la S.A. Groupe Courtaud (2)	663 762		663 762
Acquisition d'un droit de se dire successeur	121 959	96 000	25 959
Fonds de commerce acquis Equation (3)	119 489	59 745	59 744
Au 31 décembre 2004	990 442	240 977	749 465

(1) Fonds de commerce acheté le 21 octobre 1993 consécutivement au jugement du Tribunal de commerce de Paris du 24 juin 1993 pour 85 232 € et apporté suite à l'absorption de la société Forum du droit et des affaires par Altedia.

(2) Fonds de commerce apporté suite à la fusion d'Altedia groupe Courtaud par Altedia intervenue en 2000.

(3) Fonds de commerce acheté le 19 octobre 2001 consécutivement au jugement du Tribunal de commerce de Paris du 26 juillet 2001.

1.4. Autres participations : La variation du poste, en valeur brute correspond à l'absorption de la filiale Drouot l'Hermine Consultants, à la création d'une nouvelle société et aux variations de compléments de prix déterminés sur la base de résultats acquis ou futurs.

2. Capitaux propres :

2.1. Capital social :

Actions	Nombre	Nominal en €	Total
Au 1er janvier 2004	5 908 767	0,5	2 954 383
Augmentation de capital du 29 juin 2004	84 837	0,5	42 418
Au 31 décembre 2004	5 993 604	0,5	2 996 802

2.2. Variation des capitaux propres :

	2004 en K€	2003 en K€
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice :		
Capitaux propres à la clôture de l'exercice 2003 avant affectation, du résultat I	32 601	28 491
Affectation du résultat 2003 à la situation nette par l'assemblée générale ordinaire II	2 864	3 507
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2004 III = I + II	35 465	31 998

	2004 en K€	2003 en K€
Variation en cours d'exercice :		
Variation du capital social IV	43	30
Variation des primes d'apport et d'émission V	1 061	573
Capitaux propres au 31 décembre 2004 avant assemblée générale ordinaire VI = III + IV + V	36 569	32 601

2.3. Actions propres. — L'assemblée générale mixte du 22 juin 2004 a autorisé la société à racheter ses propres actions pendant une durée maximum de 18 mois. Le total des actions détenues ne doit pas dépasser 10 % du capital social. Dans le cadre de la régularisation de cours, le prix d'achat ne peut excéder 30 € et le prix de revente ne peut être inférieur à 5 €. Le montant maximum des fonds destinés à la réalisation de ce programme de rachat a été fixé à 17,5 M€.

Au 31 décembre 2004, la société détient 11 003 actions propres acquises pour un montant total de 155 683 €.

La variation, en nombre d'actions, au cours de l'exercice se décompose comme suit :

Actions propres à l'ouverture	2 573
Acquisitions de l'exercice	20 352
Cessions de l'exercice	– 11 922
Actions propres à la clôture	11 003

2.4. Plan d'options de souscription d'actions : L'assemblée générale mixte du 22 juin 2004 a autorisé le conseil d'administration à consentir au bénéfice de certains membres du personnel salarié de la société et de ses dirigeants, pendant un délai de 38 mois, des options donnant droit à la souscription d'actions à émettre à titre d'augmentation de son capital ainsi qu'à des options donnant droit à l'achat d'actions préalablement rachetées par la société. Le nombre maximal d'options de souscription et d'options d'achat pouvant être attribuées ne pourra donner droit à un nombre d'actions supérieur à 4,5 % du capital à la date d'octroi des options par le conseil d'administration ; soit 269 712 actions en date du 31 décembre 2004.

— Plans de souscription d'actions : Le droit à l'exercice des options de souscription est subordonné à la présence dans la société (sauf exceptions) et une croissance du bénéfice net par action.

	Options au 31/12/04	Début de souscription	Fin de souscription	Prix de souscription
Plan de stock-options 2000 (*).	86 207	01/07/2005	30/06/2008	€ 17,50
Plan de stock-options 2002	7 000	11/03/2006	10/03/2010	€ 35,75
Plan de stock-options 2003	145 260	24/11/2007	23/11/2011	€ 12,50
Plan de stock-options 2004	80 000	21/06/2008	20/06/2012	€ 15,00
Total	318 467			

(*) Le plan d'option de souscription 2000 ne sera pas exercé car la condition de croissance du bénéfice net action entre 2000 et 2004 n'est pas remplie à la clôture de l'exercice.

2.5. Augmentation de capital au profit des adhérents du plan d'épargne de groupe. — L'assemblée générale mixte du 22 juin 2004 a autorisé le conseil d'administration pour une durée de cinq ans à augmenter le capital social d'un montant maximum de 150 000 € par apport en numéraire, au bénéfice des mandataires sociaux et salariés de la société. Le prix d'émission ne pourra être ni supérieur à la moyenne des cours cotés des 20 dernières séances précédant le jour de la décision du conseil d'administration ni inférieur de plus de 20 % à cette moyenne. Cette délégation prive d'effet la délégation antérieure consentie par l'assemblée générale mixte du 22 mai 2002.

Le conseil d'administration n'a pas fait usage de cette délégation au cours de l'exercice 2004.

3. Provisions pour risques et charges. — Les provisions pour risques correspondent principalement à des risques identifiés relatifs à des procédures de licenciements en cours à la clôture de l'exercice. Elles ont été déterminées sur la base de l'estimation des risques de succès des demandes formulées à la clôture de l'exercice.

4. Produits à recevoir. — La récapitulation, par nature de créances, des produits à recevoir en fin d'exercice, se présente comme suit :

	2004	2003
Intérêts courus sur créances rattachées à des part.	15 226	67 932
Clients - Factures à établir	1 587 726	1 374 542
Fournisseurs - Avoirs à recevoir	16 717	84 463
Personnel - Indemnités journalières à recevoir	33 422	38 824
Charges sociales sur indemnités journalières à recevoir	9 182	16 947
Intérêts courus sur comptes courants	15 401	29 487
Etat - Produits à recevoir	27 515	0
Total	1 705 189	1 612 195

5. Charges à payer. — La récapitulation, par nature de dettes, des charges à payer en fin d'exercice, se présente comme suit :

	2004	2003
Banque - Intérêts courus à payer	4 370	5 234
Participation des salariés - Intérêts courus	37 389	43 569
Fournisseurs, factures non parvenues	2 173 035	1 505 096
Personnel, charges à payer	3 084 038	2 842 019
Organismes sociaux, charges à payer	1 248 204	1 223 371
Etat, charges à payer	396 678	465 054
Clients - Avoirs à établir	47 644	55 699
Intérêts courus sur comptes courants à payer	111 036	274 890
Total	7 102 394	6 414 932

6. Charges et produits constatés d'avance :
6.1. Charges constatées d'avance :

	2004	2003
Loyers	908 423	703 025
Maintenance	34 183	34 325
Documentation	22 697	19 951
Annonces et insertions	74 790	59 456
Divers	16 417	11 031
Commissions et intérêts engagés sur prêt	0	3 825
Etudes et prestations	58 591	31 432
Total	1 115 102	863 045

6.2. Produits constatés d'avance :

	2004	2003
Abonnements souscrits mais non servis	34 181	39 024
Prestations facturées mais non exécutées	1 938 570	1 747 097
Total	1 972 751	1 786 121

7. Charges à repartir sur plusieurs exercices. — Ce poste comprend les frais relatifs à l'acquisition de titres.

	2004	2003
Montant net au début de l'exercice	146 293	438 975
Augmentation de l'exercice	74 500	31 078
Amortissement de l'exercice	127 410	323 760
Montant net à la fin de l'exercice	93 383	146 293

8. Chiffre d'affaires. — La ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique se décompose comme suit :

	2004	2003
Production vendue de biens France	1 927 168	7 244 181
Production vendue de services France	44 276 411	46 007 427
Production vendue de biens export	5 180	10 862
Production vendue de services export	515 983	636 309
Total	46 724 742	53 898 779

9. Transfert de charges d'exploitation :

	2004	2003
Honoraires d'acquisition de titres de participation inscrits en charges à répartir	74 500	31 048
Transfert de charges sociales	94 866	118 852
Total	169 366	149 900

10. Autres charges d'exploitation. — Ce poste comprend principalement les redevances de location gérance versées aux filiales Altedia Communication, Mobilité & Projets, Laurent Dufetel & Associés et Altedia Public.

	2004	2003
Redevance de location gérance	945 000	552 000

11. Charges exceptionnelles :

	2004	2003
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion :		
Charges exceptionnelles diverses	16 429	1 276
Indemnité transactionnelle	0	104 314
Charges exceptionnelles sur opération en capital :		
Mali sur rachat d'actions	3 497	5 960
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	174 472	42 616
Mali de confusion filiales	2 511 180	748 921
Charges exceptionnelles diverses	0	2 596
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions :		
Provision pour dépréciation des créances	0	48 288
Total	2 705 578	953 971

12. Produits exceptionnels :

	2004	2003
Produits exceptionnels sur opérations de gestion :		
Pénalités de retards	0	48 288
Récupération T.V.A. sur frais de réception.	0	11 240
Autres	0	11 537
Produits exceptionnels sur opérations en capital :		
Boni sur cession actions propres	25 386	23 775
Produit sur cessions d'immobilisations	418	33 629
Reprises exceptionnelles sur provisions :		
Reprises de provisions sur créances et charges sur filiales	0	569 685
Total	25 804	698 154

13. Eléments concernant les entreprises liées :

Actif	2004	2003
Créances rattachées à des participations	890 542	734 233
Clients et comptes rattachés	537 087	719 581
Comptes courants et intérêts à recevoir	369 192	494 077
Total	1 796 821	1 947 891

Passif (En euros)	2004	2003
Fournisseurs et comptes rattachés	1 670 120	1 177 714
Comptes courants et intérêts à payer	6 022 274	7 711 556
Total	7 692 394	8 889 270

Compte de résultat	2004	2003
Charges financières sur dettes en compte courant	112 875	277 517
Provision pour dépréciation des titres de participation	3 565 000	1 737 190
Produits sur créances en compte courant	46 722	120 918
Dividendes	4 379 401	4 013 401
Reprise de provision pour dépréciation des titres de participation	1 755 268	137 075

14. Intégration fiscale. — Aux termes d'une convention prenant effet le 1er janvier 1998 établie dans le cadre de l'intégration fiscale, la société Altedia refacture à ses filiales, l'impôt que celles-ci auraient dû acquitter si elles n'avaient pas adhéré au régime d'intégration fiscale.

Le périmètre du groupe d'intégration fiscal comprend les sociétés Altedia Voyages S.A.R.L. et Altedia S.A.

15. Impôt sur les bénéfices. — Ventilation de la charge d'impôt sur les bénéfices :

(En euros)	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net
Résultat exploitation	5 720 279	2 031 203	3 689 076
Résultat financier	2 471 733	687 513	1 784 220
Résultat exceptionnel	– 2 679 775	– 924 133	– 1 755 642
Impôt lié à l'intégration fiscale		6 314	– 6 314
Participation des salariés	– 310 000	– 39 776	– 270 224
Total	5 202 237	1 761 121	3 441 116

IV. — **Autres informations.**

1. Accroissements et allégements de la dette future d'impôt au 31 décembre 2004 :

(En euros)	Montant de l'impôt 2004
Accroissements	Néant
Allégements :	
Provision Organic	27 923
Participation des salariés	108 293
Total	136 216

2. Rémunération des organes d'administration et de direction. — Le montant total des rémunérations allouées en 2004 aux membres des organes d'administration et de direction d'Altedia S.A. s'est élevé à 923 580 €.

3. Effectif. — La situation de l'effectif à la fin de l'exercice se présente comme suit :

Catégories	Salariés de l'entreprise (nombre)	
	2004	2003
Cadres et assimilés	237	234
Employés	68	86
Total	305	320

4. Evénements postérieurs à la clôture :

4.1 Acquisition d'Altedia par le groupe Adecco : Adecco S.A. a conclu au début de l'exercice 2005 des accords en vue d'acquérir 50,5 % d'Altedia auprès de ses actionnaires fondateurs.

Au terme de cette acquisition, le groupe Adecco et les fondateurs d'Altedia deviendront actionnaires d'une nouvelle entité qui lancera une offre publique d'achat sur les 49,5 % d'actions d'Altedia restantes au prix de 19 €. Dans le cas d'un taux d'acceptation de l'offre de 100 %, le groupe Adecco détiendra 85 % des actions de la nouvelle entité et les fondateurs 15 %.

4.2. Acquisition des sociétés Lee Hecht Harrison France et Career Management S.A. par Altedia : Sous réserve de l'acquisition d'Altedia par Adecco (cf. § 4.1), les actionnaires fondateurs d'Altedia se sont engagés au mois de janvier 2005 auprès du groupe Adecco :

— à acquérir 100 % des titres composant le capital social de la société Lee Hecht Harrison France ;

— à ce que l'une des filiales d'Altedia, Creade ou Altedia España, acquiert 100 % du capital de la société Career Management S.A. (Espagne) auprès du groupe Adecco.

— Eléments caractérisant LHH France et Career Management S.A. :

	LHH France (2004)	Career Management S.A. (2003)
Chiffre d'affaires	M€ 15,7	M€ 0,9
Résultat d'exploitation	M€ – 0,7	K€ 75
Résultat net	M€ – 0,7	K€ 39
Trésorerie nette	M€ 0,6	

4.3. Acquisition de Dynargie : Altedia a acquis au début de l'exercice 2005 70,5 % du capital et des droits de vote de la société Financière ISIS, société holding détenant 100 % du capital et des droits de vote de Dynargie. Les activités de la société portent sur l'accompagnement managérial, la mobilisation d'équipes dirigeantes, la formation, le coaching et les changements culturels.

— Eléments caractérisant Dynargie au 31 décembre 2004 :

Chiffre d'affaires	7,5 M€
Résultat d'exploitation	1,8 M€
Résultat net	1,2 M€
Trésorerie nette	2 M€

4.4. Acquisition des actions d'Altedia Process détenues par les actionnaires minoritaires : Altedia a procédé au début de l'exercice 2005 au rachat des actions détenues par les actionnaires minoritaires d'Altedia Process. La participation du groupe dans la société est égale à 99,96 % après l'opération.

V. — **Engagements hors bilan.**

1. Engagements de retraite. — Le montant de l'engagement de retraite d'Altedia vis-à-vis des membres de son personnel s'élève à 384 091 €. Il est évalué conformément à la recommandation du CNC 2003-R.01 du 1er avril 2003.

Chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations. Ces droits sont affectés en fonction des périodes de service en suivant la formule des prestations du régime.

Hypothèses actuarielles retenues :

Taux d'actualisation	4,5 %
Revalorisation annuelle des rémunérations	2,5 %
Table de survie	Insee F 2000
Age de départ en retraite	65 ans
Rotation annuelle du personnel	Taux établi par tranches d'âge

L'engagement est calculé hors charges sociales.

2. Engagements réciproques vis-à-vis des actionnaires minoritaires de certaines filiales. — Les associés minoritaires de certaines filiales bénéficient d'une promesse d'achat de leurs titres qui leur a été consentie par Altedia, exerçable à leur gré dans un certain délai et dans diverses circonstances, à un prix déterminable en fonction des résultats et/ou de l'actif net. Ces minoritaires ont accordé à Altedia une promesse de vente de leurs parts exerçable au gré de la société en cas de survenance de certains événements.

Ces promesses concernent les sociétés Altedia Sud-Est, Altedia España.

3. Engagements consentis dans le cadre des compléments de prix. — Les titres suivants ont été donnés en nantissement auprès des bénéficiaires des compléments de prix :

— 51 % des actions DML Conseil.

4. Engagements consentis dans le cadre de la souscription d'un crédit à moyen terme. — En garantie du crédit à moyen terme, d'un montant de 3 000 K€, accordé à Altedia par le CIC, la société a affecté en gage les instruments financiers suivants :

— 85 % des actions d'Altedia 5 ;

— 78,22 % des actions d'Altedia Cogef ;

— 49 % des actions de DML Conseil.

5. Engagement consenti de garantie solidaire. — La société Altedia s'est portée caution solidaire et indivise de l'agence Altedia Voyages auprès de l'Association professionnelle de solidarité du tourisme. Cet engagement s'élève à 99 092 €. Il est valable un an, tacitement renouvelable pour une ou plusieurs périodes successives de mêmes durées.

6. Engagements obtenus dans le cadre d'acquisitions d'activités. — Altedia a obtenu des vendeurs des sociétés acquises des garanties, usuellement dénommées garanties de passif.

Ces garanties concernent les sociétés suivantes (montants exprimés en milliers d'euros) :

Sociétés acquises	Date d'effet	Montant des garanties obtenues	Franchise ou seuil de déclenchement	Echéance	Nature des garanties
JLM Conseil	26/04/2001	518	8	Prescription légale	Garanties en matière sociale et fiscale
Altedia España/Creade	05/04/2001	Prix d'acquisition des titres	15	Prescription légale	Garanties en matière sociale et fiscale
LDA	30/06/2001	229	8	Prescription légale	Garanties en matière sociale et fiscale
Groupe DML	11/09/2001	11 410	76	Prescription légale	Garanties en matière sociale et fiscale
Boury & Associés	24/10/2002	Prix d'acquisition des titres	15	24/10/2005	Garanties générales
				Prescription légale	Garanties en matière sociale et fiscale

Les garanties obtenues couvrent tout supplément de passif ou diminution d'actif dont l'origine ou la cause est antérieure à leur date d'effet.

7. Garantie à première demande. — Altedia a émis une demande de mise en place de garantie internationale pour le compte de Creade SL et Fundacion Altedia y Creade en faveur de AA Barcelona en date du 1er décembre 2003.

Cette garantie porte sur un montant de 1 000 000 € plus intérêts et charges et est renouvelable par tacite reconduction.

Cet engagement a été autorisé par décision du conseil d'administration d'Altedia du 20 novembre 2003.

VI. — **Tableaux.**

Immobilisations.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisitions/ Apports	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement, de recherche et de développement	290 892				74 538	216 354	
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 699 489		31 650		222 717	1 508 422	
Installations générales, agencements, aménagements	3 285 507		285 192		225 145	3 345 554	
Matériel de bureau informatique, mobilier	1 964 152		287 845		394 819	1 857 178	
Emballages récupérables et divers	5 336		2 287			7 622	
Immobilisations corporelles	5 254 995		575 323		619 964	5 210 354	
Autres participations	45 767 947		796 829		2 269 570	44 295 206	
Prêts et autres immobilisations financières	955 506		258 027		43 901	1 169 632	
Immobilisations financières	46 723 453		1 054 856		2 313 471	45 464 838	
Total général	53 968 829		1 661 829		3 230 690	52 399 968	

Amortissements.

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais établissement, recherche, développement	226 106	43 271	74 538	194 839
Autres immobilisations incorporelles	497 245	105 837	190 367	412 715
Installations générales, agencements	1 013 543	340 415	97 507	1 256 452
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 266 736	404 476	380 336	1 290 876
Immobilisations corporelles.	2 280 279	744 892	477 843	2 547 328
Total général	3 003 631	893 999	742 748	3 154 882

Ventilation des dotations	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotations dérogatoires	Reprises dérogatoires
Frais établissement, recherche.	43 271				
Autres immobilisations incorporelles	105 837				
Installations générales, agencements	340 415				
Matériel bureau et informatique	404 476				
Immobilisations corporelles	744 892				
Total général	893 999				

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices	146 293	74 500	127 411	93 382

Provisions.

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Fin d'exercice
Provisions pour litiges.	394 500	91 447	207 424	53 476	225 047
Autres provisions pour risques et charges	44 710			36 200	8 510
Provisions risques et charges.	439 210	91 447	207 424	89 676	233 557
Provisions sur immobilisations incorporelles	144 977	96 000			240 977
Provisions sur immobilisations corporelles	120 000	20 000			140 000
Provisions sur titres de participation	4 502 523	3 565 000		1 755 268	6 312 255
Provisions sur autres immobilisations financières	39 027			39 027	
Provisions sur stocks et encours	23 661			16 638	7 023
Provisions sur comptes clients	1 128 290	38 594		147 999	1 018 885
Autres provisions pour dépréciations	673 789			500 000	173 789
Provisions pour dépréciation	6 632 268	3 719 594		2 458 933	7 892 929
Total général	7 071 478	3 811 041	207 424	2 548 609	8 126 486
Dotations et reprises d'exploitation		241 041	207 424	754 313	
Dotations et reprises financières		3 565 000		1 794 295	

Créances et dettes.

Etat des créances	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	890 542	890 542	
Prêts	116 030	116 030	
Autres immobilisations financières.	1 053 602	155 683	897 919
Clients douteux ou litigieux.	1 086 530	1 086 530	
Autres créances clients	13 546 981	13 546 981	
Personnel et comptes rattachés	86 181	86 181	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	51 232	51 232	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée.	783 819	783 819	
Etat, autres collectivités : créances diverses	83 760	83 760	
Groupe et associés	542 981	542 981	
Débiteurs divers	31 764	31 764	
Charges constatées d'avance	1 115 102	1 115 102	
Total général.	19 388 525	18 490 606	897 919
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	45 300		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice.	4 032		

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an – 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	4 370	4 370		
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine.	4 530	4 530		
Emprunts et dettes financières divers	874 948		874 948	
Fournisseurs et comptes rattachés	5 444 453	5 444 453		
Personnel et comptes rattachés.	3 162 849	3 162 849		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 478 373	2 478 373		
Etat : impôt sur les bénéfices.	432 581	432 581		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée.	2 915 977	2 915 977		
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	396 678	396 678		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés.	1 240 374	274 374	966 000	
Groupe et associés.	6 024 271	6 024 271		
Autres dettes	137 642	137 642		
Produits constatés d'avance	1 972 751	1 972 751		
Total général	25 089 796	23 248 849	1 840 948	

Liste des filiales et participations.
(En euros.)

Dénomination - Siège social	Capital, réserves (1)	Quote-part, dividendes	Valeur brute, titres, valeur nette, titres	Prêts, avances, cautions	Chiffre d'affaires, résultat
Filiales (plus de 50 %) :					
Altedia Communication S.N.C., 5, rue de Milan, 75009 Paris	1 524 490	100 %	1 136 816		– 1 781
	360 785	699 993	1 136 816		342 064
Mobilité et Projets S.N.C., 5, rue de Milan, 75009 Paris	53 358	100 %	53 357		0
	879 824	244 930	53 357		200 759
Altedia 4 S.A., 5, rue de Milan, 75009 Paris	1 037 766	94 %	1 303 225		0
	868 618		1 303 225		– 709 227
Altedia Voyages S.A.R.L., 5, rue de Milan, 75009 Paris	50 000	100 %	65 573		35 533
	14 698		50 240		18 073
Altedia Cogef S.A., 5, rue de Milan, 75009 Paris	1 462 187	100 %	6 931 624		5 507 780
	1 293 620	516 030	4 587 624		338 195
Altedia Process S.A., 15, quai Ernest Renaud, BP 70319, 44103 Nantes Cedex 4.	38 113	65 %	228 674		3 592 843
	633 649	84 188	228 674		113 101
Management & Organisation S.A., 30, rue Buirette, 51100 Reims	38 417	78 %	148 472		227 476
	– 143 540		0		– 12 602
Altedia Sud-Est S.A.S., 27, allée Albert Sylvestre, 73000 Chambéry	37 000	80 %	521 214		2 809 189
	807 258		521 214		162 744
Altedia 5 S.A.S., 5, rue de Milan, 75009 Paris	2 744 326	100 %	2 257 041		0
	– 2 312 618		432 041		– 467 424
Altedia Belgium S.A., Boulevard de la Woluwe, 2, 1150 Bruxelles	205 000	100 %	61 962		1 356 907
	106 730	129 000	61 962		40 005
JLM Conseil S.A.S, 5, rue de Milan, 75009 Paris	76 225	100 %	2 721 179		1 236 107
	279 818	109 560	1 435 179		147 802
Altedia España S.L., Santalo, 10 2 1, 08021 Barcelone	6 010	70 %	1 290 665		0
	– 171		1 290 665		– 56
Altedia Investment Consulting S.A.S., 5, rue de Milan, 75009 Paris	210 000	65 %	136 500		217 305
	– 47 163		136 500		– 47 163
Drouot l'Hermine Belgium SPRL, avenue Louise, 125, 1050 Bruxelles	18 600	75 %	13 950		803 645
	125 772		13 950		31 776
LDA S.A., 5, rue de Milan, 75009 Paris	38 112	100 %	995 778		75
	127 471		995 778		79 021
Altedia Portugal, Lisbonne, Portugal	265 000	73 %	193 450		0
	– 366 322		0		0
DML Conseil S.A.S., 5, rue de Milan, 75009 Paris	100 000	100 %	19 854 036		7 834 991
	3 409 786	1 500 000	19 654 036		1 455 157
DML Inc., New York	15 303	67 %	2 290 400		268 402
	836 944	805 700	1 990 400		118 944
Boury et Associes S.A.S., 15 *bis*, rue de Marignan, 75008 Paris	100 000	100 %	3 120 487		2 180 806
	783 484	290 000	3 120 487		372 176
Participations (10 à 50 %) :					
DML Japon	28 322	30 %	22 808		227 275
Tokyo, Japon	37 929		22 808		10 892
DML Espagne	3 005	50 %	35 109		33 693
Barcelone, Espagne	60 640		35 109		4 351

(1) Réserves et report à nouveau y compris le résultat avant affectation.

Tableau des flux de trésorerie.
(En euros.)

	31/12/04	31/12/03
Résultat net	3 441 116	4 163 127
Dotation nette aux amortissements	1 002 847	1 259 542
Dotations nettes aux provisions à long terme.	1 886 705	1 793 888
Résultat sur cession d'actifs	2 685 651	146 063
Quote-part des subventions d'investissements		
Capacité d'autofinancement	9 016 318	7 362 620
Variation du besoin en fonds de roulement	2 958 491	3 372 288
Flux de trésorerie lié à l'exploitation	11 974 809	10 734 908
Investissements	– 583 122	– 684 790
Incorporels : 31 650		
Corporels : 551 473		
Cessions d'immobilisations		33 629
Incorporelles		
Corporelles		
Variation des charges à répartir	– 74 500	– 31 078
Investissement/Désinvestissement financier net	– 2 883 333	– 645 988
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement	– 3 540 955	– 1 328 227
Emission d'emprunts et nouvelles dettes financières		171 691
Remboursement d'emprunts et de dettes financières	– 145 966	– 3 000 000
Augmentation des capitaux propres (nette de frais)		
Dividendes versés	– 1 298 806	– 1 169 336
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement	– 1 444 772	– 3 997 645
Variation nette de la trésorerie	6 989 082	5 409 036
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice (a)	– 5 546 180	– 9 976 086
Trésorerie à la clôture de l'exercice.	1 442 902	– 4 567 050

(a) Trésorerie à l'ouverture retraité du compte courant avec la filiale absorbée par voie de confusion de patrimoine.

Fonds de roulement.

	31/12/04	31/12/03	Retraitement, confusion de patrimoine	Variation
Capitaux propres	40 010 245	36 764 206	– 755 912	4 001 951
Dettes à long et moyen terme	879 477	1 006 496	18 947	– 145 966
Dettes sur acquisitions participations	1 097 569	4 643 358		– 3 545 789
Immobilisations	– 42 551 855	– 46 158 671	– 60 670	3 667 486
Charges à répartir	– 93 382	– 146 293		52 911
Fonds de roulement	– 657 945	– 3 890 904	– 797 635	4 030 594

Besoin en fonds de roulement.

	31/12/04	31/12/03	Retraitement, confusion de patrimoine	Variation
Stocks et encours nets	76 366	62 304		14 062
Comptes clients nets	13 162 446	15 960 197	12 661	– 2 810 412
Comptes fournisseurs nets	– 5 584 561	– 5 524 842	– 14 117	– 45 602
Dettes fiscales et sociales	– 9 386 458	– 8 982 895	– 39 844	– 363 719
Autres débiteurs/créditeurs d'exploitation	722 566	523 670	226 976	– 28 080
Charges constatées d'avance	1 115 102	863 045	820	251 237
Produits constatés d'avance	– 1 972 751	– 1 786 121		– 186 630
Besoin en fonds de roulement d'exploitation	– 1 867 289	1 115 358	186 496	– 3 169 143
Autres débiteurs/créditeurs hors exploitation.				
Provisions pour risques et charges à court terme	– 233 557	– 439 210	– 5 000	210 653
Besoin en fonds de roulement	– 2 100 847	676 148	181 496	– 2 958 491

Trésorerie.

	31/12/04	31/12/03	Retraitement, confusion de patrimoine	Variation
Valeurs mobilières de placement	6 020 779	1 744 120		4 276 659
Disponibilités	905 023	236 991	6 870	661 162
Concours bancaires courants (dont intérêts courus)	– 4 370	– 5 234		864
Comptes courants nets	– 5 382 896	– 6 297 524	– 986 000	1 900 628
Dépôts reçus				
Intérêts courus sur comptes courants	– 95 635	– 245 403		149 768
Trésorerie	1 442 902	– 4 567 050	– 979 130	6 989 082

Proposition d'affectation du résultat soumise à l'assemblée générale ordinaire annuelle pour le 21 juin 2005.

Conformément à la proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale décide d'affecter le résultat comme suit étant précisé que le montant total du dividende sera ajusté en fonction du nombre d'actions donnant droit au dividende au jour de la distribution :

— Bénéfice de l'exercice : 3 441 116,05 € ;

— Dividende : 0,23 € x 5 993 604 actions : 1 378 528,92 € ;

— Affectation à la réserve légale : 4 241,85 € ;

— Affectation au compte « Report à nouveau » : 2 058 345,28 €.

L'assemblée générale décide par ailleurs que la mise en paiement du dividende sera effectuée dans un délai inférieur à un mois à compter de la présente assemblée.

IV. — **Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2004.**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts et votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2004, sur :

— le contrôle des comptes annuels de la société Altedia, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

— la justification de nos appréciations ;

— les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1er août, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme il est précisé dans la note 2.1 du chapitre II de l'annexe aux comptes annuels, la société réalise une évaluation des titres de participation en fonction des perspectives de rentabilité future.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles ces estimations sont fondées, notamment dans le cadre de la détermination de la valeur d'usage de ces actifs à des fins de comparaison avec leur valeur comptable. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit qui porte sur les comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de l'opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations à l'identité des détendeurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 16 mars 2005.

Les commissaires aux comptes :

Barbier Frinault & Autres :
ERIC DEMUYT ;

Progestion :
JEAN ALLIMANT.

85185

BENETEAU S.A.

Société anonyme au capital de 8 714 720 €.

Siège social : Les Embruns, 16, boulevard de la Mer, 85803 Saint-Gilles-Croix-de-Vie.

487 080 194 R.C.S. La Roche-sur-Yon. — APE : 741 J.

Exercice social : du 1er septembre au 31 août.

Chiffres d'affaires comparés arrêtés au 28 février 2005.

(En milliers d'euros)	Excercice 2004/2005	Exercice 2003/2004
1°) Consolidé :		
Plaisance	240 726	210 255
Autres	74 215	66 959
Total	314 941	277 214